

Framapad collaboratif OACamp Bordeaux

Atelier 2 : le libre accès a-t-il besoin des institutions ? les institutions ont-elles besoin du libre accès ?

Une idée ? Un exemple ? Complétez le compte-rendu collaboratif de l'atelier 2 !

Tour de table : Nom, Fonction, Institution

Rappel des Htags

#oacampbx

#oaweek

Animateurs : Isabel Izuel-Martinez, Ddoc UB ; Julien Baudry

David Ilcinkas, Chercheur CNRS Informatique

Olivier Le Deuff. Mc Sic. Université Bordeaux Montaigne. DUT INFONUM et LP MIND.

@neuromancien

Bernadette Bergeret, Documentaliste IE CNRS, Laboratoire Ondes et Matière d'Aquitaine,

Isabelle Esqurial, Documentaliste IE CNRS, Laboratoire PACEA, Gestion publications sous

Zotero

Antony Merle, responsable du service d'informatique documentaire au SCD UPPA, Projet d'AO

Olivier Martin, doctorant Inria, robotique

restitution de 10 minutes à produire pour le bilan de l'après midi. par Olivier Le Deuff qui s'est porté volontaire

Jaune : démarche réussie, retour d'expérience sur une décision particulière mise en place ou à venir

Bleu : reste

un ensemble avec HAL, un autre avec AO

Analyse autour de HAL.

UPPA - Projet AO - choix de Hal pour des raisons de moyens, même si les scientifiques trouvent l'outil inadapté et ne voient pas l'intérêt des archives ouvertes.

Ce qui est visible est critiquable

Pas de concurrence à Hal, donc pas d'autres modèles interopérables

Lien entre archive institutionnelle de Bordeaux et Hal ?

ArchivSic remonte sur Hal et donc visible dans les moteurs de recherche

Quid des lois et de leurs applications selon chaque établissement.

Calendrier de l'avant du domaine public ? Focus sur les auteurs tombant dans le domaine public chaque année.

Quid de l'OA et des Données ?

10 ans de retard en France pour le libre accès. Manque de vision du numérique en France

Loi du numérique et données, comment cela va-t-il être appliqué ? Pb de Text mining et de data mining - objectif : moissonner l'ensemble des données
H2020 - incitation à déposer sur Zenodo (fruit d'un projet européen) données et publications. Tout projet européen doit expliquer comment il va gérer ses données. Pour les ANR, incitation forte de se rapprocher de Humanum pour pérenniser l'accès aux données. Tout ce qui est produit doit être disponible et réutilisable. Nécessite de repositionner les pro infodoc au coeur du processus

Utilisation de HAL dans une UMR avec valorisation de la production scientifique. HAL s'est inscrit comme dispositif institutionnel logique. cependant, normalement, ce sont les chercheurs eux-mêmes qui devraient déposer, or souvent on demande au professionnel de l'IST de faire la démarche. Exemple aussi des physiciens qui ont pourtant une pratique de arxiv. Objectif cependant, rendre autonomes les chercheurs dans la démarche. Besoin de recenser les données de publications via scopus et web of science pour veiller sur les publications émanant du laboratoire et pour les faire ensuite transiter via Hal. Bibliographie zotéro associée.

Il est difficile d'obtenir les post-print, d'où la technique de modification du post-print avec adobe acrobat. Vérification de l'embargo sur sharp-roméo pour pouvoir réussir la mise en ligne. Il faut aussi surveiller la loi par rapport à l'embargo et la logique des 6 mois qui semblent s'imposer sur les sciences dures. Le CNRS incite à publier sur HAL mais sans contrainte.

A noter également, le projet d'archives institutionnelles de Bordeaux.

Les chercheurs sont sollicités pour la recherche de crédits : d'où le manque de temps pour le dépôt?

Peu de chercheurs valident le compte IDHAL

besoin de pédagogie qui ressort pour que les chercheurs prennent conscience de la valorisation de leur production. Intérêt surtout pour le rapport annuel d'activités et le blog personnel.

Manque de conscience quant à la mise en commun de la visibilité commune du laboratoire.

Remarque sur la concurrence des Rés. Sociaux de la recherche : une valorisation apparente qui semble plus forte ; mais logique différente car pas de logique de conservation à long terme dans les RS de la recherche (RGate, Academia.edu par ex.). En outre les RS de la recherche moissonne HAL et repère toutes les publications. Donc invitation de HAL à s'intéresser sur son "ergonomie" sociale qui semble insuffisante.

Ajd HAL est devenue une évidence, mais une logique

innovante faible ; or il aurait peut-être fallu avoir plusieurs outils interprétables pour tirer l'ensemble vers l'innovation.

Souvent les chercheurs ne se posent pas la question des droits sur les RS de la recherche : un dépôt facile, rapide (ce que n'offre pas HAL).

la loi sur la république numérique va vers un embargo de 6 mois en sciences dures et de 12 mois en SHS. On devrait gagner en souplesse.

rappel de la logique de HAL et des aspects silos et moissonnage (archivesic comme exemple, TEL)

rappel du contexte législatif initial = l'un et l'autre dépôt, mais depuis plus récemment dépôt numérique obligatoire (2014?)

Contexte législatif national avec souvent cadre application différent au niveau local.

Bilan national.

Le collectif Savoir Commun : le calendrier de l'avent i.e. signaler tous les auteurs qui vont tomber dans le domaine public

problématique sur la publication proprement dite mais aussi et de plus en plus des données de la recherche associées ; cela impliquerait de faire évoluer le format des publications qui est resté dans le domaine de l'imprimé.

Question de l'accès à l'article mais aussi de l'accès au data mining. dans la Loi sur le Numérique : ne avancée sur le text mining.

H2020 les données de fonds publics européens doivent être rendues disponibles à tous sur long terme

citaiton de l'exemple de zenodo <https://www.zenodo.org/policies>

dans ce cadre là les sutructures de recherche vont devoir se rapprocher des structures de la documentation : ce qui est un point positif

Incitation à se rapprocher d'HumaNum et du Cines pour la pérennité des données et pour l'interopérabilité des données.

Donc implique de repositionner tous les professionnels de l'info-doc au coeur du dispositif dès le dépôt de projet.

H2020 souple sur IOA mais implique de penser aux coût de publication dès le montage de projet.

exemple du succès de l'article sur les silures avec des reprises et des statistiques impressionnantes sur les métriques alternatives. (altmetrics) cf <https://sms.hypotheses.org/2723>

tensions entre les utilisations dérivées de HAL avec des métriques et des évaluations.

Problème aussi avec les contraintes imposées par des revues ou sociétés savantes et l'influence forte de certaines revues en matière de facteur impact (rôle important dans le domaine d'Elsevier et de Thomson).

Problème de la visibilité de la recherche.

Mention de datagueule: <https://www.youtube.com/watch?v=WnxqoP-c0ZE> (Marin Dacos Dir OpenEdition - médaille CNRS de l'innovation)

Question de l'économie des publications, un écosystème à repenser

Débat entre green open access et gold open access.

Exemple de l'informatique et de l'importance des proceedings et des conférences dont l'importance est plus grande que les revues car la sélection est plus importante en conférence et que son impact est beaucoup plus valorisée. Les conférences étaient massivement éditées par IEEE, et ACM, deux sociétés savantes et surtout par Springer via les LNCS (Lecture Notes in Computer Science). Actuellement, Springer financent les conférences pour les éditer (subventions de quelques milliers d'euros pour les prix de meilleur article par exemple)... si ce n'est que les bibliothèques doivent payer... Problème du modèle économique. D'où alternative, avec LIPIcs (<http://www.dagstuhl.de/en/publications/lipics/>) gratuit au début, mais qui devient en gold open access light avec 15 euros le papier ce qui a abouti à une attaque des éditeurs classiques qui trouvent cela illégal au niveau du marché. d'où rapprochement avec une réalité du coût de l'article autour de 60 euros. Débat autour du prestige de Springer, mais l'aura est bien ailleurs en fonction de la reconnaissance des conférences et des comités de lecture.

LIPIcs a toutefois du mal à suivre le rythme de publication, victime de son succès.

Avis du chercheur ?

Dépose dans Hal, Cnrs demande chaque année un compte-rendu annuel d'activité. Les publis sont extraites de Hal pour ce rapport annuel et pour le rapport HCERES.

Pb posé, évaluation - certains chercheurs y sont hostiles. et HAL pose la question de la visibilité en ce cas

Julien retrace les principaux axes dégagés dans la première partie :

- mention de différents niveaux institutionnels. (Hal au niveau national, H2020 au niveau européen, sciences citoyennes comme élément associatif en faveur de l'open access, Cléo, TGIR type HUMA-Num plutôt national, Pres (incitation inter-universitaire), Incitation au niveau établissement (mandat de dépôt, mouvement lancé à Liège, obligation de dépôt de toutes les publications dans les archives ouvertes de l'établissement // au Luxembourg, // institut pasteur, initiative de directeur de labo, incitation forte désormais à l'INRIA

Sherpa-Juliet (<http://www.sherpa.ac.uk/juliet/index.php>) mentionne les institutions qui sont dans la logique de l'open access.

Pour récupérer des articles de manière illégale, certains chercheurs recourent au hashtag #Icanhazpdf ou vont sur scihub Problème de la légalité.

le peb a déjà évolué en rapidité. il reste effectivement les problématiques juridiques quant au droit de copie qui obligent souvent à imprimer le pdf et à le détruire après.

Besoin que le ministère se positionne davantage avec une logique plus coercitive et d'obligations.

Réticences de certains chercheurs ou intellectuels. Message dans la presse l'année dernière contre les humanités digitales et l'open access.

petite blague de l'année dernière : <http://www.guidedesegares.info/2016/04/01/lattribution-des-primas-de-recherche-et-la-partie-salariale-consacree-a-la-recherche-correlee-au-depot-en-open-access/>

Julien nous propose de rédiger un cadre législatif qui pourrait être incitatif :

Art.1. rappel des enjeux de l'OA. responsabiliser les acteurs.

art.2.. conditionnement de l'activité de recherche par sa probation avec le dépôt en AO

art.3. Techniquement, logiquement une recherche d'interopérabilité des données et métadonnées de façon à ce que les données puissent être moissonnées et référencées (HAL, moteur de recherche type isidore, moteurs de recherche type google)

art.4. logiques de formations et d'incitations. réunion des directeurs de labo. (cnrs ou autres)

gardez le niveau national, exemple de Couperin. dialogue avec les éditeurs, exemple de la mission transversale. négociation nationale ou européenne. Négociation avec les Pays Bas. question de la financement de la revue. (subventions ou ETP)
Exemples aussi avec Revues.org

nouvel outil d'évaluation en dehors des éditeurs type elsevier.

Contraintes à l'application de l'OA

- pb économique
- pb législatif : ressortit à la question du droit d'auteur ; reconnaissance des licences libres ; distinguer public/privé (financements) ; la loi numérique met en avant les financements publics ; distinguer le statut de la publication en fonction du financement
- pb politique
- question de prestige/symbole
- pb diversité disciplinaire
- pb de l'évaluation